

Déclaration liminaire Comité Technique Local du 1^{er} avril 2021

Quand la folie guette !

Solidaires Finances Publiques, siège à ce CTL parce que nous ne désespérons jamais, au-delà de l'information que nous venons chercher pour les personnels et des critiques que nous avons à faire, de modifier vos projets, si ce n'est en profondeur, au moins « dans ses grandes largeurs ».

Il y a deux ans nous étions, à la même période, en plein conflit contre vos réformes et cela restera historique à bien des égards. En tout cas nous n'oublions rien, pas plus la solidarité et l'engagement des personnels que l'entêtement de la haute hiérarchie locale à promouvoir et faire passer en force une réforme inacceptable. Nous tenions à vous le rappeler.

Et si nous parlons de folie en titre de cette liminaire c'est que nous constatons que du sommet à la base hiérarchique tout le monde a vraiment perdu la raison, englués dans une idéologie et/ou un asservissement qui méprisent ne serait-ce que le bon sens. Le gouvernement, frustré de ne pas pouvoir conduire une partie de ses réformes, pousse contre toute raison les feux du NRP, malgré la démonstration éclatante, à celles et ceux qui en doutaient, de l'utilité de notre administration. Ce même gouvernement, orphelin de sa rigueur budgétaire généralisée, rabat son courroux contre la DGFIP en ratiboisant ses effectifs sans vergogne, tout en louant sa réactivité et son efficacité. Le Directeur Général et son aréopage, partisans de ces doctrines, semblent se délecter dans leur mise en œuvre, quand les hiérarchies locales ne savent plus quoi faire pour satisfaire ses appétits destructeurs. Le tout assaisonné d'un goût immodéré, d'une part pour une technologie qui serait le palliatif idéal à cette humanité qui raisonne et d'autre part, pour une communication qui serait l'alpha et l'oméga de toute entreprise, fût-elle publique et destinée, non au profit, mais à l'intérêt général.

Nous aurions pu parler de folie furieuse il y a des années déjà et nous l'avons susurré à de nombreuses reprises. Mais en ce mois d'avril 2021, nous crions au secours, ils sont vraiment devenus fous. Parce qu'il suffit de voir l'ordre du jour de ce CTL pour s'en persuader. Personne n'a encore assimilé les effets, d'un côté des premières réformes de ce NRP, de l'autre, parallèle, des suppressions d'emplois et des réformes de la gestion des personnels. Et ce, sans compter sur le développement massif du télétravail dont pas une organisation de ce niveau n'a réellement pris la mesure. Qu'à cela ne tienne vous en remettez des couches et des couches. Comme nous l'avons dit pour la campagne IR vous n'êtes capables que de bâtir des théories sans vous soucier une seconde des conditions dans lesquelles elles pourront réellement se réaliser, ni des dégâts qu'elles pourront causer sur les populations, comme sur les personnels.

Au rythme et dans les conditions dans lesquelles vous voulez soumettre les services à leur restructuration, vous pouvez avoir la certitude que vous allez tous les couler. Et dans cette entreprise d'autodestruction plus personne ne saura à quoi lui aura servi sa formation et son expérience, ni quel métier il exerce ou dans quel but et pas plus où il est vraiment affecté et pour quoi faire. Autant dire que le sens et l'intérêt de nos missions vont subir une nouvelle régression sans précédent. Nous savons déjà que ce sera « la Bérézina ». Napoléon Bonaparte, mort il y a 200 ans, est à l'origine de cette sombre expression, mais au moins aura-t-il laissé la trace de nombreuses constructions administratives, comme le Cadastre que vous vous évertuez à détruire tout autant que le reste des missions.

Concernant les opérations au 1er janvier 2021, force est de constater comme nous l'avions prédit de multiples travers qui vont de la mission aux mutations en passant par les locaux.

Les accueils de proximité montrent tout autant leurs limites et votre enthousiasme conventionnel devrait être plus mesuré.

Concernant les opérations « gestion publique », nous relèverons que de nombreux élus s'opposent encore et toujours à votre œuvre de destruction de cette filière historique de notre administration. Vous ne voulez pas les entendre, pire vous leur forcez la main.

Parlons des personnels, vous savez ces femmes et ces hommes à qui vous avez promis qu'ils travailleraient où ils voudraient, sur les métiers qu'ils auraient choisis. Dans ce grand fatras que vous avez mis en œuvre, complété par la modification profonde des règles de gestion, nous sommes persuadés qu'il n'en sera rien en réalité. Ils sont et seront toujours un peu plus déboussolés et au fond en grande partie méprisés puisque l'essentiel pour nos hiérarques, ce n'est pas l'humain mais bel et bien de parvenir aux fins de la réforme.

Pour finir, nous avons beaucoup de craintes sur la campagne IR qui arrive :

- sur le fait que cette nouvelle campagne n'est pas une simple campagne déclarative, mais une campagne globale IR et TH à réaliser simultanément, quoique la campagne TH soit déjà bien entamée.

L'objectif de la mise à jour TH, cette année est de préparer l'ouverture progressive du service "Gérer mon bien immobilier", à partir de septembre 2021. Donc le grand ménage reste à faire, et une mise en conformité obligatoire des bases ILIAD avec les bases des CDIF est encore la goutte d'eau qui risque de faire déborder le vase.

- des agents de la DDFIP seront mobilisés en renfort dès le début de la campagne pour aider et soulager les centres de contacts. La grande question que l'on peut se poser, c'est qui va soulager les SIP ?

- la minimisation de l'impact des nouveautés de cette année .Il en est ainsi de la mise en œuvre du parcours déclaratif unifié des indépendants (fusion des déclarations sociales et fiscales) qui va toucher près de 1,5 million de contribuables. Il en est également ainsi des mesures spécifiques liées à la crise sanitaire : Mesures touchant les cotisations et contributions des travailleurs

indépendants, des remboursements de frais liés au télétravail, des heures supplémentaires exonérées ou du crédit d'impôt sur les loyers abandonnés. Ceci sans compter l'imposition des frontaliers, les éternelles questions portant sur les revenus fonciers, les frais réels, le Prélèvement à la source, le crédit d'impôt pour la transition énergétique...

Bref, si pour la Direction générale la campagne à venir est marquée par « peu » de nouveautés, sur le terrain et dans la vie réelle, les sollicitations et questions des contribuables seront bien présentes et toutes aussi importantes que les années passées.

– l'information des usagers et la formation des agents concernant ces changements ;

– les conséquences du NRP sur les postes qui l'ont déjà subi, pour les personnels et les usagers ;

– votre négation de la réalité de l'attente d'une réception physique par les usagers ;

– les impacts du télétravail pour les personnels qui en bénéficient comme pour ceux qui ne le pratiquent pas ;

– l'évidente pénurie de personnels dans les SIP pour assurer l'ensemble des tâches de cette campagne IR ;

– la gestion des files d'attente.

Dans ces multiples interventions, Solidaires Finances Publiques a porté avec insistance ces très fortes inquiétudes sur le fait que cette campagne, idéalisée à souhait et à dessein par l'administration, ne sera peut-être pas aussi simple que veut bien l'imaginer la DG et que l'on peut très bien avoir un retour important des contribuables nos services. Avec des conséquences directes et catastrophiques sur les conditions de travail des agents et des agentes en charge des accueils. Il ne s'agit pas pour Solidaires Finances Publiques de faire du catastrophisme avant date, mais de dénoncer le fait aujourd'hui que les services de gestion sont au bout du rouleau et dans l'impossibilité de gérer, même de manière dégradée, une campagne IR digne de ce nom. Et que la moindre épine dans le rouage risque de faire sauter la machine, et de manière plus grave, les personnels avec.

Tous ces sujets sont hautement conflictuels, vous le savez, et ils le seront toujours dans les jours et semaines à venir. Nous participerons à ce CTL dans des conditions qui ne permettront pas un échange correct et constructif. Nous n'avons décidément pas la même définition du dialogue social. Vous avez décidé, et cela devient une fâcheuse habitude de votre part, de nous présenter exactement les mêmes projets et documents qu'au 1^{er} CTL. Vous faites fi des interventions et observations des élus du personnel et allez une nouvelle fois passer vos projets en force.

Pour autant, soyez persuadés que nous ne lâcherons pas une occasion de nous opposer à cette politique destructrice, à commencer par la prochaine campagne IR, emblématique pour notre administration.